

REPONSE RECAPITULATIVE SUR LA PARTICIPATION POLITIQUE DES FEMMES DANS LES SOCIETES TRADITIONNELLES ET CONSERVATRICES

Cette réponse récapitulative se fonde sur les études menées par le personnel d'iKNOW Politics et les contributions de Seema Kulkarni, chercheuse et membre du Conseil d'administration de la Society for Promoting Participative Eco-system Management; Cristina Palabay, Secrétaire générale de Gabriela Women's Party; Doris Ravenhill, experte iKNOW Politics et fondatrice du Women's Lobby, et Amal Sabbagh, experte iKNOW Politics et ancienne Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes.

Question:

Comment les femmes peuvent-elles surmonter les stéréotypes traditionnels et conservateurs dans les sociétés qui entravent leur participation politique, notamment dans le cas où elles éprouvent des difficultés à être élues par le biais de quotas ou d'autres mesures d'action positive? Quelles dimensions sont importantes pour mesurer la participation politique des femmes dans les sociétés où les électrices sont plus nombreuses que les électeurs, mais où il n'y a pas de législatrices?

Introduction

Les femmes restent sous-représentées en politique dans la quasi-totalité du monde, à l'exception de quelques pays. Elles rencontrent davantage d'obstacles et de résistance pour entrer en politique dans les sociétés traditionnelles et conservatrices qui ont des points de vue limités en ce qui concerne leur rôle dans la vie publique. Dans ces sociétés, les femmes se heurtent souvent à une résistance de la part de leur famille et de la société dans son ensemble à leur participation au processus politique. Dans certains cas, elles n'ont pas accès aux informations qui leur permettraient de prendre des décisions politiques éclairées, et sont l'objet d'une pression de la part de leur famille pour voter pour des candidats masculins. En outre, dans ces sociétés, les femmes ne bénéficient pas du même soutien que les hommes de la part des partis, car elles ne sont pas perçues comme des candidates valables, et rencontrent davantage de difficultés pour mobiliser une base électorale pendant les campagnes.

Cette réponse récapitulative met en lumière les mesures d'action positive, les campagnes de sensibilisation, les activités des mouvements féminins et les perspectives pédagogiques qui aident les femmes dans les sociétés traditionnelles et conservatrices à vaincre certains obstacles auxquels elles sont confrontées en politique et dans la vie publique.

Mouvements féminins et campagnes de sensibilisation

Les organisations et les mouvements féminins ont été l'un des principales portes d'entrée en politique pour les femmes, et l'un des outils de sensibilisation les plus efficaces pour les candidates. Un certain nombre d'études de cas réalisées dans le monde, notamment en Asie et en Afrique, indiquent que la participation aux organisations féminines et aux activités locales préparent les femmes à la politique en les faisant connaître pour leur dévouement envers leur circonscription. Dans l'enquête menée par l'Union interparlementaire auprès de 272 parlements de 110 pays, les femmes parlementaires ont indiqué que l'engagement associatif et le travail social sont d'importants moyens d'entrer en politique. Près de deux fois plus de femmes que d'hommes (20% contre 11%) entrent en politique par le biais de leurs activités dans la société civile et les organisations non gouvernementales (ONG). En outre, près de 16% des femmes parlementaires utilisent le travail social en tant que moyen d'entrer en politique (Ballington J., p.16, IPU, 2008).

La carrière politique de Liza Largoza Maza, membre du 13^{ème} Congrès des Philippines, est une bonne illustration de ce fait. Avant de faire de la politique, Mme Maza a participé activement aux mouvements féminins, notamment au mouvement GABRIELA, alliance nationale d'organisations féminines. En 2000, quand le mouvement a décidé de créer une organisation de listes de partis, Gabriela Women's Party (GWP), Mme Maza, grâce à son dévouement et à sa motivation, s'est imposée naturellement à son président comme première candidate aux élections législatives de 2000 aux Philippines. Depuis, Mme Maza s'est présentée trois fois avec succès, et a remporté des sièges au Congrès national (Libres B., Stakeeva B. et al., APWLD, 2005).

En outre, les organisations féminines peuvent jouer un rôle double en menant leurs propres campagnes publiques de sensibilisation et en s'employant à promouvoir les campagnes existantes sur le terrain. Doris Ravenhill, experte d'iKNOW Politics et fondatrice du Women's

Lobby, indique que les campagnes publiques de sensibilisation doivent s'efforcer d'établir le contact non seulement avec les organisations et les structures nationales, mais aussi avec les institutions au niveau local. Mme Ravenhill relève que le fait de mener des activités publiques de sensibilisation par le biais des organisations locales et des groupes de femmes renforcera la présence des femmes dans les sociétés et les secteurs dominés par des hommes (Ravenhill D., Expert Opinion, 2009). Compte tenu de l'influence et de l'ouverture des organisations et des mouvements féminins, il importe que ces groupes coopèrent avec les candidates et entre eux pour faire connaître à la population les bénéfices de l'égalité d'accès des femmes à la vie publique et de leur participation à la vie publique.

Il est important d'adapter les campagnes publiques de sensibilisation au contexte culturel et social de chaque pays et région. Les campagnes sur mesure contribuent à faire passer à des groupes ciblés des messages sensibles aux différences culturelles. C'est aussi dans le cadre de ces campagnes que sont formulés les messages et les questions clé qui assureront leur succès. Certaines stratégies intéressantes de défense de la participation politique des femmes ont été proposées lors de la [Discussion en ligne sur les quotas de genre en tant que mécanisme de promotion des femmes en politique](#), organisée par iKNOW Politics. L'une des participantes suggérait notamment de mener des campagnes de sensibilisation dans le cadre desquelles on démontrerait avec des arguments objectifs, de préférence économiques, qu'un pays ne peut guère progresser si la moitié de sa population (généralement des femmes) dépend des décisions de l'autre moitié et ne contribue pas au développement économique du pays (Pellizeri A., Resistance to Quotas and How to Overcome It, 2008). Une autre contribution a été faite par une participante du Burkina-Faso, qui suggérait que dans la lutte pour une meilleure représentation des femmes, les organisations de femmes ont intérêt à constituer des alliances avec les organisations de promotion des droits humains et les mouvements de femmes des partis pour élaborer des stratégies visant à accroître le nombre de femmes en politique (Kasse A., commentaire, Stratégies? 2008).

Une autre stratégie de sensibilisation publique et de pression pourrait consister à donner des interprétations positives et现实的 des normes traditionnelles et religieuses. Souvent, les mouvements politiques radicaux donnent des interprétations négatives des normes religieuses

et traditionnelles. Cela se répercute sur la législation, qui ne respecte pas le droit des femmes à participer à égalité à la vie socio-économique et politique. Un des moyens de venir à bout de ce type d'interprétation est de militer en faveur de l'égalité dans la société, en réexaminant les normes religieuses et traditionnelles et en présentant les leçons positives qu'elles donnent à la société dans son ensemble. Par exemple, les Sœurs dans l'Islam, organisation féminine de Malaisie, a mené des études sur l'interprétation des normes du Coran et des normes islamiques, que ses membres ont utilisé dans des déclarations publiques et des déclarations de presse pour réfuter certaines questions litigieuses promues par l'autorité religieuse conservatrice ou les mouvements islamistes. L'organisation des Sœurs dans l'Islam a remporté une victoire en menant campagne contre le projet de loi T'gganu Hudood, en ouvrant un grand débat public rassemblant un certain nombre de groupes de femmes, de dirigeants politiques du gouvernement et de l'opposition et d'experts de l'Islam qui se sont exprimés contre le projet de loi. L'organisation a également fait pression sur le Ministère des affaires féminines en présentant des arguments détaillés suggérant que le cabinet prenne position contre le projet de loi. Cet effort de sensibilisation a contraint le gouvernement à modifier sa position et à proposer des amendements aux dispositions discriminatoires du projet de loi (Mehra M., p.37, 2008).

Quotas et mesures d'action positive

Ces dernières années, l'adoption de mesures d'action positive comme les quotas et les sièges réservés, est devenue un outil apprécié et efficace pour promouvoir les femmes en politique. D'après le Quota Project, près de 100 pays disposent d'une forme ou d'une autre de quotas constitutionnels, électoraux, ou de quotas de partis en faveur des femmes. Le pourcentage moyen de politiciennes dans les pays où des quotas sont en place est de 20%, ce qui est plus élevé que la moyenne mondiale de femmes dans les parlements, qui est de 18,4%.

Dans les pays où les gouvernements s'opposent à l'adoption de quotas officiels en faveur des femmes, il est indispensable de militer en faveur de quotas volontaires des partis politiques. Dans nombre de pays, la mise en place de quotas volontaires des partis a constitué une première étape dans l'instauration de l'égalité entre hommes et femmes en politique, et a donné l'exemple aux gouvernements et aux autres institutions politiques en associant les femmes à la

vie publique. Drude Dahlerup, experte d'iKNOW Politics et professeur de sciences politiques à l'Université de Stockholm, indique:

“S'il semble impossible de faire adopter une loi sur les quotas électoraux en faveur des femmes, les quotas volontaires des partis peuvent être une solution de rechange. Rien n'empêche aucun parti d'instaurer sans délai des quotas de genre pour ses conseils internes et ses listes électorales! Il est généralement plus facile d'inciter un parti du centre ou de gauche à faire le premier pas. Si cette démarche aboutit, elle peut inciter d'autres partis à recruter davantage de candidates.” - (Dahlerup D., Expert Opinion on Several Routes to Increase Political Representation of Women, 2008.)

Charmaine Rodrigues, experte d'iKNOW Politics et experte en matière de renforcement législatif dans la Région du Pacifique, a décrit dans un de ses commentaires l'expérience de l'Australie dans la promotion des femmes en politique. Mme Rodrigues explique qu'en Australie, les efforts ont consisté à faire pression sur les partis politiques pour instaurer des quotas volontaires, plutôt qu'à organiser des campagnes en faveur de changements électoraux ou constitutionnels. L'adoption par l'Australian Labor Party (ALP) d'un quota volontaire en 1994 a constitué un tournant pour les politiciennes du pays. Ce quota a d'abord demandé 35% de candidates, pour passer ensuite à 40%, ce qui a permis à l'ALP de faire élire en 2008 36% de ses candidates aux sièges de la Chambre basse dans tous les parlements des Etats et territoires fédéraux, et 37% aux sièges de la Chambre haute (Rodrigues C., Comment on the Affirmative Action Measure in the Pacific Region, 2008)

Autonomiser les femmes en leur donnant accès à l'éducation et aux possibilités économiques

Le fait d'accroître le nombre de politiciennes est directement lié à l'autonomisation des femmes dans le domaine social, économique et politique. Les difficultés d'accès aux connaissances, aux informations et aux ressources financières sont citées parmi les principaux obstacles à la participation politique des femmes. Quand ces obstacles vont de pair avec des stéréotypes concernant le rôle et la condition des femmes dans la société, elles diminuent d'autant plus les

chances pour les femmes d'entrer et de réussir en politique. Amal Sabbagh, experte d'iKNOW Politics et ancienne Secrétaire générale de la Commission nationale jordanienne pour les femmes, fait observer ce qui suit:

“Les femmes ne peuvent jamais vaincre seules les obstacles et les stéréotypes. Instaurer des changements durables nécessite des efforts concertés à divers niveaux et de la part de différents acteurs (l'Etat, la société, les médias, les systèmes d'éducation, etc...). Les femmes elles-mêmes doivent évoluer de manière radicale pour dépasser leurs convictions profondes sur les rôles traditionnels qui leur sont assignés et, surtout, la confusion totale entre les normes traditionnelles et religieuses qui sont la conséquence du fait que les traditions patriarcales reprennent souvent à leur compte les enseignements religieux.” (Sabbagh A., Expert Opinion on Overcoming Barriers in Traditional Societies to Promote Women in Politics, 2009).

Pour surmonter les obstacles sociaux et traditionnels ancrés dans leur mentalité et dans l'ensemble de la société, les femmes doivent avoir accès aux connaissances et aux compétences qui leur permettent de réussir à faire concurrence à leurs homologues masculins. Nkoyo Toyo, experte d'iKNOW Politics et fondatrice de la Gender and Development Action (GADA), a répondu au débat sur les façons de vaincre les obstacles posés par les clans à la participation politique des femmes au Somaliland en indiquant qu'il est difficile pour les clans et les groupes dirigés par des hommes d'empêcher les femmes compétentes et érudites de détenir des positions dirigeantes. Mme Toyo insiste sur l'importance de promouvoir l'éducation des femmes et des jeunes filles, car une femme éduquée et sachant lire et écrire peut obtenir plus facilement une position dirigeante (Toyo N., Expert Opinion, 2008). Cette observation est particulièrement pertinente dans le cas des pays en développement où les femmes et les jeunes filles sont pénalisées dans l'accès à l'éducation. Dans certains pays, ce handicap est dû à la pauvreté et aux stéréotypes culturels qui incitent les familles à investir leur temps et leurs maigres ressources dans l'éducation de leur fils ou de leur proche masculin, car elles le perçoivent comme le futur soutien de famille.

Les études montrent que l'éducation formelle joue un rôle important pour accroître la contribution des femmes à la politique, et que l'éducation et la formation informelles des adultes sont fondamentales pour l'émancipation des femmes. Les experts d'iKNOW Politics réaffirment que le fait d'émanciper les femmes en leur dispensant des formations destinées à leur apprendre la collecte de fonds, la coopération avec les médias, la constitution de programmes de contacts avec les électeurs, la gestion des campagnes politiques et le fait d'avoir davantage confiance en elles sont des étapes importantes dans la promotion des femmes en politique. Ces formations peuvent être dispensées par les groupes féminins locaux et les groupes de simples citoyennes, les organisations internationales, les partis politiques et d'autres établissements d'enseignement. Anne Marie Goetz, conseillère principale auprès d'UNIFEM sur la gouvernance, la paix et la sécurité, décrit à quel point il est importante que les partis intéressés par la création ou le renforcement d'une base de soutien dans les communautés politiquement inactives dispensent des formations publiques et politiques aux femmes. Mme Goetz explique que dans certains cas, les campagnes d'alphabétisation et l'éducation civique populaire ont abouti à une évolution sensible du niveau d'activité des femmes dans la société civile et dans la vie politique. Mme Goetz cite la Total Literacy Campaign, en Inde, comme un des exemples les plus célèbres d'éducation des adultes. Cette campagne a mobilisé les femmes de l'Andhra Pradesh, Inde, en faveur de la prohibition de l'arrack (un alcool local) au début des années 1990. En effet, les manuels de lecture de la phase de postalphabétisation utilisaient des histoires présentant d'un point de vue critique l'abus d'alcool chez les hommes pour faire écho aux préoccupations aiguës des femmes à cet égard, ce qui a donné lieu par la suite au boycott des magasins vendant des boissons alcoolisées et à des initiatives tendant à limiter la consommation d'alcool par les hommes. Peu à peu ont été mis au jour des liens entre l'octroi des licences permettant de vendre de l'alcool et les réseaux par lesquels le parti au pouvoir collectait illicitement des fonds pour ses campagnes. Des partis d'opposition, en particulier le Telugu Desam Party (TDP), ont rapidement vu l'avantage électoral qu'ils pourraient tirer de leur soutien à la campagne des femmes et à la dénonciation de la corruption du parti au pouvoir (Parti du Congrès). En 1994, le TDP a remporté les élections dans l'État, en partie parce qu'il avait promis la prohibition (Goetz A., p. 16, 2003). Bien que cette campagne n'ait pas entraîné une hausse du nombre de femmes participant au processus politique, elle a mobilisé la participation politique des femmes à la vie civique, du moins pendant la campagne.

Les experts relèvent également que l'émancipation des femmes est souvent liée à leur condition au sein de la famille et de la société, notamment à leurs droits de posséder des biens transmis par héritage et à leur droit au développement économique, au même titre que les hommes. Au sujet des expériences de l'Asie du Sud, le professeur Bina Agarwal indique que le fait pour les femmes de posséder et de gérer les terres peut être essentiel à leur bien-être, à leur négociation du pouvoir au sein de leur ménage et à l'extérieur, et à leur autonomisation générale. Mme Agarwal relève que bien que la participation des femmes à la prise de décision dans les institutions sociales et politiques locales est essentiellement liée à leur classe et à leur caste, le fait de leur accorder des droits fonciers peut jouer un rôle significatif dans ce domaine (Agarwal B., p.41, 1994). Dans l'ensemble, l'autonomisation politique des femmes et leur mobilité sur l'échelle économique peut non seulement modifier leur condition au sein de leur famille, mais aussi renforcer leur rôle et la manière dont elles sont perçues dans la société.

Mesurer la participation politique des femmes

Pour mesurer la participation politique des femmes de manière globale, il est important d'observer leur comportement dans les processus politiques en général et de mener des études pour déterminer si elles sont bien informées et libres dans leur prise de décision. Anne Marie Goetz, conseillère principale auprès d'UNIFEM sur la gouvernance, la paix et la sécurité, dans son document d'information destiné au Rapport sur l'éducation pour tous, suggère d'examiner le comportement des électrices, les activités de mobilisation menées par les femmes, leurs activités associatives et leur appartenance aux partis politiques en tant qu'indicateurs de leur participation politique (Goetz A., UNESCO, 2004). Dans son avis d'expert, Seema Kulkarni, chercheuse et membre du Conseil d'administration de la Society for Promoting Participative Eco-system Management, souligne aussi l'importance de mesurer la participation politique des femmes à différents niveaux, notamment la participation des femmes aux processus politiques en tant qu'électrices. Mme Kulkarni souligne que s'il est important de connaître le nombre de politiciennes, notamment le nombre de législatrices, il est essentiel de savoir en quoi consiste la contribution des femmes à la politique et à la vie publique. Elle suggère de mener des recherches pour déterminer si les femmes connaissent les questions au sujet desquelles elles votent, si elles comprennent la notion de justice sexospécifique et si elles sont à même de

présenter leur candidature et d'exprimer leurs positions sur l'égalité entre hommes et femmes (Expert Opinion, 2009).

Les experts recommandent aussi d'évaluer si les femmes représentent les intérêts et les besoins de leur sexe une fois qu'elles sont élues, et si les femmes élues ont une influence réelle sur les politiques et la législation aux différents niveaux de la politique. Julie Ballington, experte iKNOW Politics et Administratrice de programmes pour le partenariat entre hommes et femmes à l'Union interparlementaire (UIP), suggère d'étudier la façon dont les femmes participent aux processus de prise de décision, c'est-à-dire si les femmes parlementaires présentent des projets de loi, la manière dont elles votent sur la législation, et leur activité dans les débats des commissions ou les débats en séance plénière. Elle souligne aussi l'importance d'évaluer les positions détenues par les femmes au sein des parlements, à savoir le poste de présidente de parlement, chef de commission, Secrétaire générale, et d'examiner quels portefeuilles ministériels les femmes détiennent (Ballington J., Expert Opinion, 2008). Les outils d'évaluation suggérés peuvent être utilisés non seulement pour mesurer la participation des femmes aux parlements, mais aussi à d'autres types d'institutions gouvernementales.

Ces dix dernières années, le comportement et l'influence des électrices sont devenus aussi un élément central de recherche sur l'évaluation de la participation politique des femmes. Amal Sabbagh, experte iKNOW Politics, suggère d'analyser le comportement des femmes et les partis électoraux fondés sur la base des systèmes électoraux existants. Mme Sabbagh indique notamment que certaines femmes peuvent faire l'objet de pressions de la part de leur famille pour ne voter que pour des candidats hommes, ce qui créerait finalement une scène politique dominée par les hommes, notamment dans les systèmes électoraux caractérisés par le scrutin majoritaire (Sabbagh A., Expert Opinion, 2009). Julie Ballington exprime également un avis intéressant, en suggérant d'examiner:

“le taux de participation aux élections et les données relatives à l'inscription sur les listes électorales, pour analyser la façon dont les femmes participent aux élections sur une période donnée. Par exemple, les données datant de dix ans suggèrent qu'il existait des disparités entre hommes et femmes en termes de participation aux élections. Ces disparités semblent avoir diminué

ces dernières années, et les femmes ont autant, sinon plus de chances de voter que les hommes dans plusieurs pays.” (Ballington J., Expert Opinion, 2008).

Certaines études recommandent d'évaluer la participation des femmes à la politique à travers l'influence des facteurs qui les dissuadent de s'engager en politique. La publication *Egalité en politique: enquête auprès de femmes et d'hommes dans les parlements* publiée par l'Union interparlementaire (UIP) cite les responsabilités familiales, les conceptions culturelles du rôle des femmes, le manque de soutien de la part de la famille et le manque de ressources financières au nombre des facteurs dissuadant les femmes de s'engager en politique (Ballington J., IPU, 2008). Une analyse de ces facteurs dissuasifs peut donner des informations sur la participation réelle des femmes à la politique et les obstacles auxquels elles se heurtent.

Conclusion

Bien que les femmes aient remporté des succès considérables en politique ces dernières années, elles restent sous-représentées aux postes publics de prise de décision. Dans certaines régions du monde, les femmes rencontrent une forte résistance de la part de la société et du gouvernement à leur participation à la vie publique. Pour surmonter certains de ces obstacles, les femmes et les organisations féminines doivent plaider en faveur de la mise en œuvre de mesures d'action positive, organiser des campagnes de sensibilisation, constituer des réseaux de collaboration solides avec les candidates et les dirigeantes, et donner aux femmes de nouvelles perspectives en matière d'éducation et dans la vie économique.

Pour obtenir une évaluation précise de la participation des femmes à la politique et comprendre clairement cette participation, il importe d'adopter une démarche globale dépassant le simple décompte des femmes présentes dans les institutions politiques. Cette démarche peut consister à examiner le niveau de participation des femmes aux processus politiques, le comportement des électrices, la disposition des femmes à représenter les intérêts de leur sexe dans les politiques et la législation publique, la capacité des politiciennes à participer aux processus de prise de décision, et les facteurs dissuadant la promotion de la femme en politique. L'application

des mesures susmentionnées doit être adaptée au contexte culturel, social et politique des pays.

INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES:

Agarwal, Bina. A field of one's own: Gender and land rights in South Asia. 1994.

<http://books.google.com/books?hl=en&lr=&id=Z3pdP30OnEUC&oi=fnd&pg=PR12&dq=GENDE+R+AND+LAND+RIGHTS+IN+SOUTH+ASIA&ots=FrNJk0Z1cA&sig=qiqj7QiBBe-F91ey7Kt9fWCKpM>

Mehra, Madu. Fundamentalisms in Asia Pacific: Trends, Impact, Challenges and Strategies Asserting Women's Rights. Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD). 2008. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/8554>

Sabbagh, Amal. Expert Opinion on Overcoming Barriers in Traditional Societies to Promote Women in Politics. iKNOW Politics. 2009. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/9176>

Rodrigues, Charmaine. Comment on the Affirmative Action Measure in the Pacific Region. 2008. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5827#comment-2119>

Dahlerup, Drude. Expert Opinion on Several Routes to Increase Political Representation of Women. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/6501>

Pellizeri, Alessandra. Resistance to Quotas and How to Overcome It. (Commentaire fait dans le cadre de la [Discussion en ligne sur les quotas de genre en tant que mécanisme de promotion des femmes en politique](http://www.iknowpolitics.org/fr/node/5938)) <http://www.iknowpolitics.org/fr/node/5938>

Toyo, Nkoyo. Response: Women Candidates In Somaliland's Clans. 2008. <http://www.iknowpolitics.org/en/node/4963#comment-1644>

Kasse, Aminata. Stratégies? (Commentaire fait dans le cadre de la [Discussion en ligne sur les quotas de genre en tant que mécanisme de promotion des femmes en politique](http://www.iknowpolitics.org/en/node/5940#comment-1839)) <http://www.iknowpolitics.org/en/node/5940#comment-1839>

Quotas by Country. Quota Project. <http://www.quotaproject.org/country.cfm>

Discussion en ligne sur les quotas de genre en tant que mécanisme de promotion des femmes en politique. iKNOW Politics. 2008. <http://www.iknowpolitics.org/fr/node/6278>

Libres, Bernadette; Stakeeva, Bermet; Naeemah Khan, D. Geetha; Hee, Hong Chun; and Hassan, Saliha. Seethings and Seatings: Strategies for Women's Political Participation in Asia Pacific. 2005. Asia Pacific Forum on Women, Law and Development (APWLD). <http://www.iknowpolitics.org/en/node/8406>

Ballington J., Egalité en politique: enquête auprès de femmes et d'hommes dans les parlements, Union interparlementaire (UIP), 2008. <http://www.ipu.org/PDF/publications/equality08-f.pdf>

Goetz, Anne Marie. Background Paper for the Education For All Report: Women's Education and Political Participation. UNESCO. 2004. <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001467/146770e.pdf>